

<http://www.pierrealainmillet.fr/Nous-avons-bien-compris-tout-de>



Conseil de métropole du 20 Juillet 2017

# **Nous avons bien compris, tout de suite !**

- Délibérations - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : vendredi 21 juillet 2017

---

**Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés**

---

**Monsieur le président, chers collègues,**

**D'abord un petit commentaire liminaire sur le plan de salle. Vous avez pu remarqué qu'il y a eu un peu de flottement à l'installation. Visiblement, vous avez du mal à gauche, monsieur le président. Le groupe qui s'appelle encore socialiste doit chercher où il peut bien se placer et a tenté de faire croire qu'il était la gauche de cette assemblée. Mais il s'appellera un jour en marche et sa place est bien au centre et je suis sûr que vous trouverez une solution pour que le groupe communiste retrouve sa place, lui qui tient bien le cap à gauche. Je vous suggère, ça ne choquerait personne que monsieur le ministre de l'intérieur, puisque c'est la raison technique qu'on nous a présenté [1], soit installé à la tribune, libérant ainsi la place naturelle de notre groupe dans ce conseil.**

Pour en venir au compte administratif, notre groupe s'abstiendra, comme pour les décisions modificatives, d'abord pour ces 135 millions d'euros de pénalités de dettes toxiques. Monsieur Brum, vous nous dites que c'est un impact « ponctuel ». Vous avez un sens du point qui est assez « massif », si vous me permettez. Vous auriez pu dire « exceptionnel » mais cela aurait sans doute donné de l'importance, que ponctuel cherchait bien à minimiser. Mais 135 millions, c'est plus que nos dépenses de solidarité et de logements, plus que nos dépenses de mobilité.

Non, c'est tout sauf un problème ponctuel ! C'est un choix que vous avez fait, vous appuyant sur une loi de circonstances faite en faveur des banques dont il faut rappeler les principes :

- un, les banques n'ont pas de comptes à rendre
- deux, il faut payer des pénalités pour sortir des contrats léonins qu'elles imposent
- et trois, une fois sorti de ces contrats, on doit les revoire pour refinancer la dette, autrement dit, elles refont du business sur ce qui reste de la dette. Il faut applaudir des deux mains comment les banques ont ainsi su retourner la situation en leur faveur, et comment vos majorités de droite et gauche l'ont organisé.

Le deuxième élément est, comme beaucoup d'autres l'ont fait remarquer, la forte baisse des dotations de l'état, 60 millions, et nous savons que ce n'est pas fini. Alors, si vous me permettez ce jeu de mot, peut-être que de « l'intérieur » du gouvernement, vous saurez jusqu'où ça va aller. Parce-que 10 milliards, 13 milliards, pourquoi s'arrêter ? Pourquoi conserver un principe de dotation de l'état aux collectivités locales ?

Le troisième élément est cette dynamique de la fiscalité notamment des entreprises, liée à l'attractivité de la métropole. Michèle Picard l'évoquera tout à l'heure à l'occasion de la DSC, les communes, elles, ne sont plus bénéficiaires de cette dynamique.

A la dernière séance, notre collègue ministre de l'intérieur nous disait que, je cite, « *les premières mesures du gouvernement ne seraient peut-être pas comprises, dans un premier temps* », disait-il. Visiblement, le plus haut responsable militaire n'a pas compris tout de suite. Le président lui a expliqué tout de suite, sans perdre de temps, mais si on peut démettre un général, on ne change pas de peuple, monsieur le président et chers collègues. Vous pouvez être sûr que le peuple a bien compris, tout de suite, la nature de ce gouvernement, et son orientation à droite toute. (brouhaha à droite). Chers collègues républicains, je vous conseille de vérifier où François Fillon a fait ses plus hauts scores au premier tour de la dernière présidentielle, vous serez surpris, car c'est plutôt dans des communes représentées à l'exécutif que dans les vôtres.

## Nous avons bien compris, tout de suite !

---

Je le répète, le peuple a bien compris tout de suite et se préparer à vous le faire comprendre, le 12 septembre prochain.

---

[1] il semble que les services de sécurité demandent que le ministre soit installé à une place proche d'une sortie, donc, soit à l'extrême-gauche, soit à l'extrême-droiteâ€!